

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpres.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 854

25 octobre 2004

SOMMAIRE

Page

M. Powell évoque les trois grands défis de la politique étrangère des E.-U. (Lors d'un entretien accordé à " USA Today ", il évoque l'Afghanistan, l'Irak et le Proche-Orient.) (450) . 1	
Les Etats-Unis appuient la lutte contre le terrorisme en Afrique (Le coordonnateur de la lutte contre le terrorisme pour les Etats-Unis, M. Cofer Black) (920) 1	
Le rôle des entreprises militaires privées dans le maintien de la paix en Afrique (Le Congrès examine l'utilité des sociétés militaires privées.) (820) 2	
Des citoyens des E.-U. et des pays islamiques tentent d'apaiser les tensions (L'initiative "Hope not Hate") (1170) 3	
Irak: les progrès sont réels dans de nombreux domaines clés (Fiche analytique publiée par le département d'Etat) (940) 4	
La politique des E.-U. à l'égard de l'Afrique est soutenue par les deux partis (Propos de l'ambassadrice d'Afrique du Sud à une cérémonie de l'Africa Society) (640) 5	
L'"Africa Society" décerne un prix à deux parlementaires américains (MM. Royce et Payne ont exercé une grande influence sur la politique africaine des E.-U.) (1090) 5	
Hommage rendu à l'aide des Etats-Unis au développement agricole en Afrique (Un des lauréats du Prix mondial de l'alimentation 2004 met l'accent sur les partenariats.) (610) 6	
Soudan: les pourparlers de paix offrent des possibilités pour les femmes (Des responsables d'ONG participent à une conférence du CSIS) (700) 7	
La ministre de l'agriculture des E.-U. s'engage à réduire la faim chronique dans le monde (Propos de Mme Ann Veneman à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation) (1250) 7	

La corruption entrave la lutte contre la pauvreté dans le monde (Le nouveau rapport de "Transparency International" sur la corruption) (640)	8
La lutte contre la traite des êtres humains dans le monde (Le ministère américain du travail va débloquer 18,65 millions de dollars à cette fin.) (320)	9
Percée majeure vers la mise au point d'un vaccin contre le paludisme (Les résultats d'essais au Mozambique) (340)	9
Coton: les Etats-Unis font appel de la décision de l'OMC (Ils estiment qu'elle est fondée sur des conclusions erronées.) (520)	10
Les E.-U. ont atteint leurs objectifs à la réunion de Bangkok sur les espèces en danger (Fin de la réunion sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées) (490)	10
L'accès au marché mondial aidera les petits producteurs de café (Article du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales, M. Anthony Wayne) (770)	
L'émission "Ejo Bite? " de la VOA donne une voix à des enfants réfugiés africains (L'émission radiophonique de la Voix de l'Amérique dans la région des Grands Lacs) (1370)	11
Le Corps de la paix aide les populations étrangères à mieux comprendre les E.-U. (Les bénévoles mettent en lumière la diversité des Etats-Unis.) (800)	13
 ELECTIONS PRESIDENTIELLES - 2 NOVEMBRE 2004	
Nouvelle publication du département d'Etat sur les élections aux Etats-Unis (Elle offre dans l'internet des informations détaillées et des commentaires de politologues.) (140)	13
Election présidentielle: l'économie et la campagne électorale de MM. Bush et Kerry (Les programmes économiques des deux candidats à la présidence) (990)	13

AFI302 10/20/2004

M. Powell évoque les trois grands défis de la politique étrangère des E.-U.

(Lors d'un entretien accordé à " USA Today ", il évoque l'Afghanistan, l'Irak et le Proche-Orient.) (450)

Lors d'un entretien accordé le 18 octobre au conseil de rédaction du quotidien " USA Today ", M. Powell a déclaré qu'il s'était entretenu en début de matinée avec le président de l'Afghanistan, M. Hamid Karzaï, et avec son ministre des affaires étrangères, M. Abdullah Abdullah, et qu'il les avait félicités de la forte participation des Afghans à l'élection présidentielle du 9 octobre dernier.

Chaque membre de la coalition, et tout particulièrement les Etats-Unis, qui a participé à la libération de l'Afghanistan est fier d'avoir contribué à permettre au peuple afghan de décider de son avenir et de son gouvernement, a déclaré M. Powell.

" Et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas faire la même chose en Irak ", a-t-il ajouté. Même si la rébellion en Irak est bien plus difficile à mater que celle à laquelle on s'est heurté en Afghanistan, la coalition a un plan cohérent en Irak, les forces militaires font du bon travail, et de plus en plus de forces irakiennes sont en cours de formation et d'équipement. " Nous n'avons aucune raison de croire que les Irakiens ne veulent pas la même chose que les Afghans, à savoir la possibilité de choisir leurs dirigeants. "

Quant au processus de paix au Proche-Orient, il a déclaré qu'il espérait également du mouvement, tant au niveau du plan de retrait du premier ministre Ariel Sharon que des réformes palestiniennes qui permettraient au premier ministre palestinien de reprendre en main la bande de Gaza et la Cisjordanie. La paix dépendra de la création " d'un Etat palestinien capable de vivre en paix à côté d'Israël ".

Abordant d'autres questions de politique étrangère, M. Powell a déclaré que les relations entre les Etats-Unis et la Chine n'avaient jamais été aussi cordiales en 30 ans. Les relations bilatérales des Etats-Unis avec l'Inde et le Pakistan se sont également beaucoup améliorées, a-t-il affirmé.

Il a précisé que le Pakistan, qui avait initialement soutenu le régime des talibans en Afghanistan, avait changé d'avis moins de 72 heures après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. " Sans l'aide du président Moucharraf et des Pakistanais, nous n'aurions pas pu faire ce que nous avons fait en Afghanistan. "

Du fait d'intérêts stratégiques mutuels dans la région, les Etats-Unis ont désormais noué de nouvelles relations stratégiques avec l'Inde, a précisé M. Powell. Le gouvernement Bush a toutefois clairement souligné que les relations entre les Etats-Unis et l'Inde étaient indépendantes de celles qu'ils entretenaient avec le Pakistan.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI501 10/22/2004

Les Etats-Unis appuient la lutte contre le terrorisme en Afrique

(Le coordonnateur de la lutte contre le terrorisme pour les Etats-Unis, M. Cofer Black) (920)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - L'Afrique ne ménage pas ses efforts lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme et les Etats-Unis se sont engagés à aider les pays africains à éliminer le terrorisme de leurs collectivités et à prospérer, a souligné le coordonnateur de la lutte contre le terrorisme pour les Etats-Unis, M. Cofer Black, le 13 octobre, à l'occasion de la 2e réunion intergouvernementale d'experts de haut

niveau de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme en Afrique, qui s'est tenue à Alger.

L'action des terroristes est internationale et, a-t-il souligné, "il nous faut travailler ensemble afin de combattre le terrorisme; il faut que cette collaboration soit mondiale, régionale, et bilatérale".

Et d'ajouter: "Les pays africains doivent trouver une solution africaine (...) En coopérant entre eux, en partageant leurs informations, en appuyant mutuellement leurs systèmes juridiques, en maintenant la sécurité de leurs frontières mutuelles et en faisant clairement valoir que la violence à des fins politiques n'est désormais plus acceptable, les Africains peuvent vaincre les terroristes et améliorer le sort de tous leurs peuples."

Les Etats-Unis appuient ces efforts aussi bien sur le plan moral que sur le plan pratique, a précisé M. Black, donnant pour preuve de leur engagement l'Initiative de lutte du président Bush contre le terrorisme en Afrique orientale, financée à hauteur de 100 millions de dollars.

En vertu de cette initiative, les forces militaires des principaux pays de la Corne de l'Afrique reçoivent une formation pour assurer la sécurité des côtes et des frontières; leurs capacités en matière de sécurité aérienne sont renforcées et une assistance est offerte afin de lutter à l'échelle régionale contre le financement du terrorisme. Par ailleurs, un entraînement spécialisé est offert aux forces de police, de même que des informations visant à contrer l'influence des groupes extrémistes.

Dans le cadre de l'Initiative pan-Sahel, qui porte sur 7,75 millions de dollars, une aide semblable, à savoir formation et matériel, est offerte aux pays du Sahel pour améliorer la sécurité de leurs frontières et empêcher que les terroristes et les criminels ne trouvent refuge sur leur territoire.

Pour juguler le terrorisme, a-t-il fait remarquer, il n'est pas suffisant de veiller à la formation du personnel attaché à la sécurité et de fournir du matériel, a prévenu M. Black. "Il est nécessaire d'avoir un appareil militaire solide pour que le gouvernement puisse protéger le peuple contre les menaces extérieures et, pour préserver la paix intérieure et la sécurité, il faut de solides forces de l'ordre et un judiciaire performant ", a-t-il souligné.

Les Etats-Unis n'ignorent pas que les pays ont d'autres problèmes importants auxquels ils doivent consacrer leur attention, notamment le développement économique, la lutte contre le sida, la gestion des affaires gouvernementales, les soins médicaux, et la pauvreté, mais ces préoccupations ne doivent pas pour autant les empêcher de combattre le terrorisme.

Et M. Black d'expliquer: "Les terroristes ne sont pas nés terroristes. Ils ont choisi la violence parce qu'ils pensent que quelque chose manque dans leur vie (...) La pauvreté n'est pas la cause du terrorisme, même elle peut causer une personne défavorisée à se tourner vers la violence."

"En fait, la lutte contre le terrorisme est aussi un peu la lutte pour améliorer le sort des gens. En effet, lorsque le sort de la population est amélioré, on remporte des succès dans la lutte contre le terrorisme (...) Lorsque les gens ont une vie meilleure, ils sont mieux en mesure de résister à l'attrait de l'argent et du statut que promettent les terroristes à leurs recrues. Il nous faut donc travailler ensemble pour améliorer le sort des gens", a-t-il ajouté.

Le terrorisme n'a pas épargné l'Afrique, a-t-il rappelé, et si, en 1998, les Etats-Unis étaient ciblés par les terroristes en Afrique, les victimes ont été des milliers de Kényans et de Tanzaniens.

Et l'Afrique s'est défendue. Le gouvernement d'Algérie, un pays qui avait été la cible d'attaques terroristes depuis les années 1990, a persévéré et aujourd'hui les terroristes ont battu en retraite. En Ouganda, où le gouvernement a combiné la force militaire à des

offres d'amnistie pour faire avancer la lutte contre le terrorisme, l'Armée de résistance du Seigneur perd du terrain.

M. Black a exprimé l'espoir que le Centre d'étude et de recherche sur le terrorisme de l'Union africaine devienne un nouveau forum de coopération et d'entraide pour les pays africains et leurs partenaires de la communauté internationale. Avec l'aide d'institutions internationales, telles que les Nations unies, d'organismes comme l'Organisation internationale de l'aviation civile et de groupes régionaux et sous-régionaux, notamment l'Union africaine, les pays du monde peuvent ouvrir de concert et prendre les mesures nécessaires pour vaincre les terroristes où qu'ils soient.

"Nous pouvons empêcher et perturber les activités terroristes en oeuvrant à la sécurité de nos frontières, au contrôle de l'immigration illicite, au renforcement de nos contrôles douaniers et nous pouvons aussi élaborer une solide réglementation, aux plans légal et financier, pour criminaliser le terrorisme et le financement du terrorisme. Nous pouvons utiliser nos ressources communes (...) afin d'empêcher les terroristes de cibler les Etats les plus faibles, de s'y réfugier et d'y recueillir des fonds. Et, en partageant les informations, (...) nous pouvons traduire les terroristes en justice", a-t-il conclu.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI103 10/18/2004

Le rôle des entreprises militaires privées dans le maintien de la paix en Afrique

(Le Congrès examine l'utilité des sociétés militaires privées.) (820)
Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Le 8 octobre, lors d'une séance organisée à la Chambre des représentants, le président de la sous-commission des affaires africaines, M. Ed Royce (républicain de Californie), a affirmé que les sociétés militaires privées (SMP) avaient un rôle à jouer dans la stabilisation de l'Afrique lorsque les opérations traditionnelles de maintien de la paix ne parvenaient plus à protéger les civils innocents.

Répondant à ses détracteurs qui considèrent les SMP comme de simples mercenaires qui, dans le passé, profitaient des régimes affaiblis, M. Royce a ajouté: "De nombreuses régions de l'Afrique sont en crise, et nous devons exercer notre imagination" pour trouver des arrangements de sécurité de rechange lorsque les anciennes méthodes se révèlent inadéquates.

M. Doug Brooks, le président de l'International Peace Operations Association (IPOA), qui était venu témoigner, a affirmé que si les SMP assumaient de plus en plus le rôle du maintien de la paix en Afrique, c'était parce que les pays occidentaux rechignaient à engager leurs armées directement sur le continent. Les SMP sont la solution qu'ils ont trouvée pour parer à la difficulté croissante du respect de leurs engagements envers le maintien et l'imposition de la paix dans des régions reculées de l'Afrique, par exemple à l'ouest du Congo et au Darfour, a-t-il expliqué.

L'organisation de M. Brooks regroupe 14 sociétés qui mettent leurs compétences logistiques et militaires au service de gouvernements et d'organisations multilatérales à pied d'oeuvre dans les Balkans, en Afrique, en Afghanistan et en Irak. Les conflits en Afrique, a-t-il souligné, menacent des milliers de gens, et une réaction rapide est capitale.

Il a expliqué: "(...) l'Occident, qui a les armées les mieux entraînées et les mieux équipées, ne fait pas partie de la donne". Certaines armées occidentales, a-t-il ajouté, "ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient durant la guerre froide, et les quelques unités capables qui leur restent sont plus souvent déployées en Afghanistan ou dans les Balkans qu'en Afrique". L'armée des Etats-Unis doit en outre faire face à une demande énorme en Afghanistan, en Irak, aux Philippines et ailleurs.

De plus, les armées des pays plus pauvres qui sont chargées de missions de maintien de la paix sous mandat de l'ONU manquent souvent d'expérience, de formation et de motivation.

Cependant, il existe une solution, a affirmé M. Brooks. C'est le secteur privé, qui a prouvé qu'il était "un remplaçant motivé et compétent des armées occidentales absentes des opérations de maintien de la paix en Afrique".

International Charter Incorporated (ICI), une société de l'Oregon, a par exemple été engagée plusieurs fois par les Nations unies, les Etats-Unis et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour transporter par hélicoptère du personnel, des troupes et des fournitures au Liberia, en Sierra Leone et au Nigeria à l'appui d'opérations régionales de maintien de la paix. D'autres SMP ont été récemment engagées par le gouvernement des Etats-Unis afin de contribuer aux opérations de déminage à Djibouti et en Angola.

Et M. Brooks d'affirmer: "Certains (...) analystes mettent en garde contre une "nouvelle invasion de l'Afrique par des mercenaires modernes." Ils ont tort. Ils ne tiennent pas compte de la nette différence entre les tristement célèbres malfaiteurs des années 60 et 70, et les sociétés légales et éthiques d'aujourd'hui qui offrent de multiples services, allant du déminage à l'assainissement de l'eau, en passant par la sécurisation des bureaux et des entrepôts de l'ONU sur le terrain et la formation de soldats africains de la paix." En réponse à une objection de la députée Barbara Lee (démocrate de Californie) qui a déclaré ressentir un certain malaise à l'idée de voir des entreprises privées assurer le type de sécurité incombant normalement aux gouvernements, M. Brooks a déclaré: "Les SMP agissent uniquement sous mandats internationaux légitimes. Les membres de l'IPOA ont accepté de respecter notre propre code de conduite." (Ce code peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.ipoaonline.org/code.htm>).

"Ce qui est clair, a ajouté M. Brooks, c'est que les institutions africaines sont plus à même aujourd'hui de prendre en main la gestion des crises. Nous autres SMP pouvons coopérer avec elles afin de contribuer à la création d'une puissante capacité de maintien de la paix en Afrique à un coût minimum et avec d'énormes économies à long terme."

Il a précisé que deux SMP, à savoir Pacific Architects and Engineers (PAE) et Medical Support Solutions (MSS), étaient déjà à pied d'oeuvre au Darfour. Elles aident les observateurs de l'Union africaine (UA) à établir leurs bases et leurs systèmes logistiques. L'UA est une organisation efficace parce qu'elle a fait preuve "d'un pragmatisme impressionnant et d'un réel désir de régler les nombreux conflits du continent".

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI402 10/21/2004

Des citoyens des E.-U. et des pays islamiques tentent d'apaiser les tensions

(L'initiative "Hope not Hate") (1170)

Par Phyllis McIntosh

Correspondant du "Washington File"

Washington - Par le truchement de débats publics et de vidéoconférences entre des étudiants d'universités des Etats-Unis et de plusieurs pays islamiques, un projet appelé "Hope not Hate" (l'espoir, pas la haine), né dans la foulée de la tragédie du 11 septembre 2001, tente d'apaiser les tensions entre les Américains et les musulmans, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger.

Cette initiative a été lancée lors du deuxième anniversaire des attentats du 11 septembre par "Americans for Informed Democracy", une organisation qui s'attache à renforcer la prise de conscience des problèmes mondiaux dans les universités. La première série de débats publics, qui a eu lieu dans une dizaine de villes des Etats-Unis les 12 et 13 septembre 2003 et qui avait pour objet de réfléchir aux points communs entre l'Amérique et le monde islamique, a attiré 1.500 citoyens, responsables politiques, journalistes, officiers supérieurs de l'armée et universitaires.

En 2004, le projet a pris de l'ampleur. Une série de 30 débats publics, étalés sur un mois, a attiré 5.000 personnes. L'Association des familles du 11 septembre et "The People Speak", une initiative de promotion d'un débat public sur des questions de politique étrangère, se sont associés à "Americans for Informed Democracy" pour parrainer ces débats.

L'initiative "Hope not Hate" s'est achevée par trois jours de vidéoconférences entre jeunes étudiants de neuf universités du centre des Etats-Unis - de la Géorgie au Dakota du Sud - et de neuf pays à majorité islamique, à savoir l'Egypte, l'Indonésie, le Koweït, le Liban, le Maroc, l'Ouganda, le Pakistan, le Sénégal et la Turquie. "Cette série sans précédent a deux objectifs", a expliqué le directeur du projet "Hope not Hate", M. Akbar Ahmed, ancien ambassadeur du Pakistan auprès du Royaume-Uni. "Premièrement, nous voulons faciliter la compréhension entre les non-musulmans et les musulmans aux Etats-Unis, et entre les Etats-Unis et le monde musulman."

L'intervention des Etats-Unis en Irak et la lutte mondiale contre le terrorisme étaient les principaux sujets d'une vidéoconférence organisée le 13 octobre et à laquelle ont participé 80 étudiants de l'université du Texas à Austin (Texas), de l'université Emory à Atlanta (Géorgie), de l'université de Dakar (Sénégal) et de l'université de Kampala (Ouganda). Les étudiants américains ont exprimé de fortes opinions pour ou contre la guerre en Irak alors que la plupart des Africains ont déclaré s'opposer à cette guerre, faisant valoir que l'Amérique avait tort d'agir unilatéralement et devrait, comme l'a dit un jeune homme, "commencer à synchroniser ses actions avec le monde".

La plupart des étudiants américains et africains se sont par contre accordés à dire que l'éradication de la pauvreté et de l'injustice dans le monde serait un outil bien plus efficace que les interventions militaires dans la lutte contre le terrorisme. "La violence n'est pas une solution au terrorisme", a affirmé un étudiant du Sénégal. "J'aimerais voir les Etats-Unis utiliser leur richesse pour aider les peuples à s'améliorer eux-mêmes. Alors il y aurait la paix."

Les Africains ont également mis en garde contre la confusion entre musulmans et Arabes et entre islam et terrorisme. "La solution consiste à vous ouvrir à d'autres cultures", a conseillé un jeune Ougandais. "Les jeunes Américains feraient bien de s'informer sur les cultures étrangères."

Evoquant l'impact du terrorisme, une étudiante d'Atlanta a déclaré: "C'est la peur que je crains par-dessus tout. Nous devons être résolus à ne pas laisser la haine façonner notre avenir."

"Le plus grand ennemi de la paix n'est pas l'islam, mais le coeur des hommes", a déclaré un étudiant ougandais. "Nous devrions tous interroger nos coeurs, et alors il y aurait la paix dans le monde."

Lors d'un débat public organisé à l'université de Georgetown le 6 octobre, les participants ont discuté de la façon dont les attaques du 11 septembre avaient changé la politique américaine à l'égard des musulmans aux Etats-Unis et à l'étranger, et ont demandé aux modérés du monde entier d'aider à mettre un frein à l'animosité croissante entre l'Amérique et le monde islamique.

"Dans la réalité, les peuples du monde musulman et les Américains ont plus de choses en commun que de différences", a déclaré Samer Shehata, un chercheur temporairement détaché auprès du Centre d'études arabes contemporaines de cette université. "Chaque fois que j'entends la question "Pourquoi nous haïssent-ils?", je ressens une sorte de révolte, parce que cette question est fondamentalement malavisée. Certes les habitants du Moyen-Orient déplorent nos politiques et ne respectent pas forcément nos dirigeants, mais le mot "haine" est-il pour autant approprié? Et qu'en est-il du mot "ils"? Allons-nous mettre dans le même sac 280 millions d'habitants du monde arabe ou 1,2 milliard de musulmans et affirmer qu'ils ressentent tous la même chose? Le mot "nous" est également problématique. Les musulmans haïssent peut-être certains de nos dirigeants, mais pas vous ni moi."

Helen Samhan, directrice générale de l'Arab American Institute, a parlé de l'effet des attaques du 11 septembre sur les musulmans des Etats-Unis. Elle a admis que la plupart des Américains avaient depuis longtemps une conception négative des Arabes vivant en leur sein, "alors il n'est pas étonnant que ces stéréotypes se soient révélés au grand jour".

Selon elle, la réaction aux attaques terroristes s'est déroulée en trois phases: immédiatement après les attentats, c'est une réaction à chaud de "chasse à l'homme", durant laquelle les gens perçus comme étant musulmans ont été harcelés ou attaqués, qui a dominé; ensuite est venue une phase de harcèlement durant laquelle il s'agissait de "tenir les musulmans à l'oil", notamment sur les lieux de travail; enfin on est arrivé à la phase "la plus pénible", durant laquelle les personnes et organisations musulmanes sont soumises à diverses formes de profilage racial.

"En notre qualité de défenseurs des Américains d'origine arabe, nous craignons que cette réaction brutale n'ait affecté le débat culturel et politique dans ce pays et que l'on ait maintenant licence de proférer des propos anti-islamiques."

Nikki Stern, qui a perdu son mari dans les attaques du 11 septembre et qui est maintenant la directrice générale de l'Association des familles du 11 septembre, a déclaré qu'elle n'avait jamais autorisé quiconque à se servir de la mort de son mari comme excuse pour propager les préjugés et l'intolérance.

Appelant à la modération, elle a fait une analogie avec un pont: "Structurellement, un pont est plus solide à ses extrémités qu'en son milieu, où il est suspendu. Parce que c'est à cet endroit qu'il est le plus vulnérable, c'est là qu'il faut le renforcer. A une époque où il semble que le dialogue ait cédé le pas à la diatribe et que la raison ait été étouffée par la rancoeur aux deux extrémités du pont, nous devons le renforcer en son centre par des discussions éclairées et une compréhension empreinte de compassion."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI303 10/20/2004

Irak: les progrès sont réels dans de nombreux domaines clés

(Fiche analytique publiée par le département d'Etat) (940)

On trouvera ci-après le texte d'une fiche analytique publiée le 18 octobre par le département d'Etat.

(Début de la fiche analytique)

Irak: bâtir une nouvelle société

Avec l'aide de la coalition et de nombreux partenaires, l'Irak est en train de se reconstruire. A son peuple, il offre la liberté, de nouvelles possibilités et les services dont il a tant besoin. Les problèmes auxquels le pays se heurte au plan de la sécurité constituent encore un important défi pour le peuple irakien et pour le développement dans bien des endroits du pays. Il n'en demeure pas moins que de véritables progrès ont été accomplis dans nombre de domaines clés.

Infrastructure

- On estime que, depuis le mois de juin 2003, les revenus du pétrole se sont élevés à environ 18 milliards de dollars pour le peuple irakien.

- Les Irakiens peuvent accéder aux principaux services sans se buter à la discrimination.

- Le port d'Oum Qasr a été remis en état et rouvert au trafic commercial, engendrant plus de 18 millions de dollars de recettes douanières, un chiffre qui devrait atteindre plus de 24 millions de dollars cette année.

- Les ponts d'Al Mar, dans le nord de l'Irak, de Tikrit, dans le centre du pays, et de Khazir, sur la route qui va de Bagdad à la Jordanie à l'ouest de l'Irak, ont été modernisés et permettent désormais de livrer les fournitures commerciales et humanitaires dans l'ensemble de l'Irak.

- Des projets d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées bénéficiant 11,8 millions de personnes ont été entrepris à travers l'Irak.

- En vertu d'un nouveau programme qui emploie environ 100.000 Irakiens, 20.000 kilomètres du réseau fluvial irakien vont être assainis.

Sécurité et stabilité

- Plus de 100.000 personnes sont attachées aux services de l'ordre.

- Plus de 62.000 Irakiens ont été incorporés aux forces armées, notamment à l'armée de terre, à l'armée de l'air, aux gardes nationaux, et aux garde-côtes. Ils sont en service actif ou encore en formation.

Education

- Plus de 2.400 écoles ont été remises en état, 33.000 enseignants du secondaire formés et 8,7 millions de livres scolaires imprimés et distribués.

- Vingt-cinq boursiers Fulbright et une bonne vingtaine de lycéens irakiens étudient à l'heure actuelle dans des établissements scolaires américains.

- Pour la première fois un "American Corner" a été ouvert en Irak. Il est doté de centaines de livres concernant les Etats-Unis, d'une vidéothèque, d'ordinateurs reliés à l'internet et est équipé pour organiser des vidéoconférences.

Santé

- La première pierre d'un centre de soins primaires a été posée en Irak et la construction de deux tels centres est prévue.

- Quelque 110 dispensaires ont été ouverts; un personnel médical fort de 2.500 personnes reçoit actuellement une formation et plus de 600 centres médicaux sont en train d'être équipés.

- Cinq millions d'enfants âgés de moins de cinq ans ont été vaccinés contre les maladies infantiles.

Croissance économique

- La nouvelle monnaie irakienne est stable et a pris de la valeur par rapport à de nombreuses autres monnaies.

- Plus de 33 millions de dollars sont réservés à l'octroi de prêts d'un faible montant aux chefs d'entreprises d'Irak.

- La Bourse irakienne a ouvert ses portes en juin 2004. Les actions de 44 sociétés (dont la capitalisation s'élève à plus de 1,9 milliard de dollars) y sont cotées.

- Une zone économique d'échange est mise en place dans le nord, reliant cette région au centre et au sud.

- Des ateliers de formation sont offerts aux hommes d'affaires irakiens.

Progrès de la condition féminine

- Le Cabinet ministériel comprend six femmes ministres et sept femmes ministres adjointes.

- Vingt-huit centres féminins situés aux quatre coins de l'Irak (22 sont maintenant ouverts) offrent des cours de formation à l'utilisation des ordinateurs, des cours d'alphabétisation, une formation professionnelle et des informations portant sur les services médicaux et les services juridiques.

Presse

- L'Irak a une presse dynamique et libre qui comprend plus de 300 journaux et de nombreuses chaînes de radio et de télévision.

- La presse étrangère est bien accueillie en Irak et elle y a installé de nombreux bureaux permanents.

- Les Irakiens ont accès à des sources diverses d'information, ce qui leur permet de se faire leurs propres opinions et de prendre les décisions qui sont importantes pour leur avenir.

Culture

- Des activités relatives à la préservation culturelle ont été mises en oeuvre au Musée national d'Irak et à la Bibliothèque nationale.

- On prépare actuellement un plan visant la protection des sites archéologiques et une liste des trésors volés.

- L'Orchestre symphonique national d'Irak a joué aux Etats-Unis et a participé à des ateliers avec le violoncelliste Yo-Yo Ma.

- Des lutteurs, boxeurs et tireurs à l'arc irakiens se sont entraînés aux Etats-Unis et ont participé aux Jeux Olympiques d'été à Athènes.

- L'équipe irakienne de football, qui n'avait pas participé aux Jeux Olympiques depuis 1988, s'est qualifiée pour la demi-finale des Jeux Olympiques de 2004.

Vers un gouvernement démocratique

"Comme l'ont fait les peuples de tous les pays qui sont passés à la démocratie, les Irakiens décideront d'un gouvernement qui reflétera leur culture et leurs valeurs (...) Ils écriront leur propre histoire et trouveront leur voie" - Le président George W. Bush

- 1er juin: formation du gouvernement intérimaire et dissolution du Conseil de gouvernement

- 4 juin: création de la Commission électorale

- 28 juin: transfert de la souveraineté au Gouvernement intérimaire d'Irak

- 15 août: la Conférence nationale se réunit et choisit les membres du Conseil national temporaire

- Janvier 2005: des élections nationales pour élire le gouvernement permanent sont prévues

(Fin de la fiche analytique)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI502 10/22/2004

La politique des E.-U. à l'égard de l'Afrique est soutenue par les deux partis

(Propos de l'ambassadrice d'Afrique du Sud à une cérémonie de l'Africa Society) (640)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - "Lorsqu'il s'agit des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique, nous nous trouvons à une conjoncture extraordinaire", a déclaré l'ambassadrice de l'Afrique du Sud, Mme Barbara Masekela. "Jamais auparavant il n'y a eu un tel consensus sur ce qui doit être fait en Afrique pour qu'elle entre dans une nouvelle ère de prospérité, de paix et de réalisation de son potentiel."

Mme Masekela, que le président Thabo Mbeki a nommée ambassadrice auprès des Etats-Unis en juin 2003, a tenu ces propos lors d'une cérémonie de remise d'un prix de l'Africa Society aux députés Ed Royce (républicain de Californie) et Donald Payne (démocrate du New Jersey), le 14 octobre au Capitole.

Cette cérémonie était parrainée par le National Summit on Africa, une organisation qui cherche à susciter l'intérêt des Américains pour l'Afrique. Son président, M. Leonard Robinson, a déclaré aux 200 invités qui participaient à la cérémonie que MM. Royce et Payne "avaient fortement contribué à créer une atmosphère plus orientée vers l'Afrique au sein de la Chambre des représentants, qu'il s'agisse de la promotion de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique subsaharienne (AGOA) (...) de la lutte pour l'augmentation des ressources consacrées au règlement des conflits, ou de la recherche de solutions novatrices aux problèmes tenaces de la famine et de la faim."

Evoquant le vaste consensus que les deux lauréats avaient aidé à créer au Congrès, Mme Masekela a déclaré: "A l'évidence, la tâche d'un ambassadeur africain est beaucoup plus facile lorsque l'Afrique ne fait pas l'objet de luttes partisans."

MM. Royce et Payne ont "patiemment, délibérément et constamment affirmé que l'Afrique était importante. Leur message de mondialisation n'a été ni sélectif, ni paternaliste. C'est un message audacieux qui part du principe que les Africains doivent, et peuvent, agir en leur propre nom, et que toute assistance doit être durable."

"Nous comptons sur des visionnaires tels que les députés Royce et Payne, et sur des organisations telles que l'Africa Society, pour mieux faire comprendre dans ce pays que des changements fondamentaux sont en cours en Afrique, et ce à l'initiative des Africains eux-mêmes."

La politique du gouvernement Bush, qui consiste à aider les Africains à lutter contre des maladies telles que le VIH/sida et à accéder à la prospérité par la promotion d'une croissance reposant sur les exportations et les réformes publiques, jouit d'un vaste soutien au sein des deux partis. L'AGOA, la loi historique formulée durant le gouvernement Clinton et prolongée deux fois par le gouvernement Bush, est le meilleur exemple d'un consensus politique qui, ces dix dernières années, s'est fait rare au Congrès.

"Nous venons de nous lancer dans la grande aventure d'un renouveau dont les retombées, économiques notamment, se feront sentir partout au fur et à mesure que de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités exaltantes d'investissement s'offriront à nos partenaires du monde entier. L'AGOA ne se contente pas de compléter les efforts que nous déployons pour participer à l'économie mondiale; elle crée une dynamique qui met nos talents au service de la création de richesses et de débouchés pour tous nos peuples, que ce soit en Afrique ou aux Etats-Unis."

Pour leur part, a-t-elle ajouté, "les Africains se préparent à prendre l'entière responsabilité de la paix et de la stabilité sur leur continent et sont en train de mettre en place les mécanismes et de trouver le consensus nécessaires pour atteindre cet objectif. Nous commençons à mettre en oeuvre le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), que nous avons conçu nous-mêmes et dont le succès ou l'échec sera notre responsabilité." (Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 10/21/2004

L'"Africa Society" décerne un prix à deux parlementaires américains

(MM. Royce et Payne ont exercé une grande influence sur la politique africaine des E.-U.) (1090)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Deux membres de la Chambre des représentants, M. Ed Royce (représentant républicain de la Californie) et M. Donald Payne (représentant démocrate du New Jersey) ont coopéré tout au long des huit dernières années en vue d'apporter un rayon d'espoir à l'Afrique, et une association, dont la mission est de mieux faire connaître le continent africain aux Etats-Unis, leur a récemment rendu hommage en leur décernant un prix.

Plus de deux cents invités, dont quinze ambassadeurs africains, ont assisté au déjeuner organisé le 14 octobre, dans un des salons du Congrès, en l'honneur de MM. Royce et Payne qui ont été les premiers à recevoir le nouveau prix annuel "Visionaries Award" de l'"Africa Society".

Cette association, qui fait partie du "National Summit on Africa" (Sommet national sur l'Afrique), a été créée il y a plus de cinq ans avec l'aide des fondations Ford et Carnegie afin de favoriser le resserrement des liens entre les Etats-Unis et l'Afrique. Plusieurs sociétés membres du "National Summit on Africa", notamment "Discovery Communications", "Gap Incorporated", "The Coca Cola Company" et "DaimlerChrysler", étaient représentées à la cérémonie.

Le président-directeur général du "National Summit on Africa", M. Leonard Robinson, a indiqué que l'"Africa Society" avait été créée en collaboration avec la société "Discovery Communications" et que sa mission était d'informer les Américains sur tous les aspects de l'Afrique: son histoire, ses problèmes, ses progrès, ses aspirations pour l'avenir et ses possibilités.

Deux hommes ont joué un rôle important à cet égard, a dit M. Robinson à son auditoire. "C'est pourquoi nous rendons aujourd'hui un hommage tout particulier à MM. Ed Royce et Donald Payne, deux parlementaires visionnaires qui ont une influence sur la façon dont les Etats-Unis ont des rapports avec les dirigeants et les peuples africains.

"Ensemble, ils ont joué un rôle important en favorisant un climat plus favorable à l'Afrique au sein de la Chambre des représentants. Qu'il s'agisse d'obtenir plus de ressources pour mettre fin à des conflits armés ou de trouver des solutions novatrices à des problèmes tels que la famine et la sous-alimentation, ils ont travaillé dur et contribué à améliorer les conditions de vie de la population des pays africains."

Conformément au règlement de la Chambre des représentants, M. Royce cessera, après les élections législatives, d'être le président de la sous-commission des affaires africaines, fonction qu'il a occupée pendant huit ans. En cette qualité, il a présidé une soixantaine de

séances de travail consacrées à des sujets allant du sida au maintien de la paix. Il a contribué avec M. Payne, qui est également membre de cette sous-commission et qui s'intéresse tout particulièrement à la question des droits de l'homme en Afrique, à encourager une coopération exceptionnelle entre des parlementaires des partis démocrate et républicain au sujet du développement socio-économique de l'Afrique.

Un résultat important de leur rôle de premier plan a été l'adoption en 2000 de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui a reçu un grand soutien de la part de parlementaires tant démocrates que républicains. Il s'agit de la première loi sur le commerce avec l'Afrique subsaharienne, qui a été suivie en 2002 de l'AGOA II et en 2004 de l'AGOA III. Ces deux dernières lois ont élargi la portée de la première.

Président du "National Summit on Africa", M. Andrew Young, qui a également été parlementaire dans les années 1970, a déclaré à cette même occasion: "Quels que soient votre parti ou vos aspirations pour l'avenir, une chose est sûre, c'est que la politique africaine des Etats-Unis se fonde sur le soutien des parlementaires démocrates et républicains."

Il a fait l'éloge de M. Royce, républicain de tendance conservatrice, en déclarant qu'il n'y avait personne aux Etats-Unis qui se préoccupait autant de l'Afrique et qui connaissait ce continent aussi bien. Grâce à son habileté politique et à son tact, a-t-il dit, M. Royce a réussi à créer des alliances avec des associations telles que l'Association des parlementaires noirs de manière à exercer des pressions sur les gouvernements Clinton et Bush pour qu'ils apportent une aide à l'Afrique de manière à lui permettre de faire face à des problèmes pressants comme la pauvreté, le sida et le maintien de la paix.

M. Royce a remercié M. Payne et d'autres personnalités pour avoir contribué à créer un groupe d'intérêt en faveur de l'Afrique qui a permis à ce continent d'occuper une place plus importante dans la politique étrangère des Etats-Unis. "Je pense, a-t-il dit, qu'en oeuvrant de concert, républicains et démocrates, Congrès et gouvernement, nous avons pu réaliser certaines choses."

L'AGOA, a-t-il dit, constitue une importante réalisation de la sous-commission des affaires africaines sous sa présidence. "Je me suis rendu dans de nombreux pays africains, a-t-il indiqué, et j'ai pu constater de près les centaines de milliers d'emplois créés" grâce à cette loi, qui a permis à des millions d'Africains de se sortir de la pauvreté parce que des entreprises de leurs pays peuvent maintenant exporter leurs produits aux Etats-Unis.

Malgré l'aide du reste du monde, ce sont les Africains qui détiennent encore les clés de leur destin, a-t-il cependant fait remarquer. "L'époque où un petit nombre de personnes pouvait jouir de grands avantages au détriment du reste de la population doit être révolue. J'ai beaucoup parlé de la nécessité d'une plus grande responsabilisation. Nous tous qui sommes ici présents savons que les richesses naturelles de l'Afrique lui ont rarement permis de parvenir à un développement économique durable."

S'il reste encore beaucoup à faire pour aider les Africains à lutter contre la pauvreté et les maladies infectieuses, ce continent occupe au moins une place dans la politique étrangère des Etats-Unis, a déclaré M. Payne pour sa part. Le génocide au Darfour est particulièrement inquiétant, a-t-il ajouté, mais l'Union africaine va de l'avant, et on peut observer de nombreux autres signes de progrès en Afrique.

De son côté, l'ambassadrice de l'Afrique du Sud, Mme Barbara Masekela, qui assistait à la cérémonie, a dit à ce propos: "Nous avons procédé à un examen approfondi de nos pays pour déterminer ce qu'il nous fallait faire afin de mettre fin à des décennies

d'accroissement de la pauvreté et d'entreprendre des réformes politiques, économiques et sociales qui résistent bien au passage du temps."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI405 10/21/2004

Hommage rendu à l'aide des Etats-Unis au développement agricole en Afrique

(Un des lauréats du Prix mondial de l'alimentation 2004 met l'accent sur les partenariats.) (610)

Par Kathryn McConnell

Rédactrice du "Washington File"

Washington - De l'avis d'un des deux lauréats du Prix mondial de l'alimentation 2004, les bourses offertes par le ministère américain de l'agriculture aux agronomes africains aident puissamment ces derniers à élaborer les moyens d'accroître la production alimentaire et d'atténuer la faim en Afrique.

Prenant la parole le 19 octobre à l'occasion d'un symposium organisé à l'université Howard à Washington dans le cadre de la célébration, le 16 octobre, de la Journée mondiale de l'alimentation, M. Monty Jones, Sierra-Léonais qui a été chercheur sur le riz au Centre du riz pour l'Afrique et secrétaire exécutif du Forum africain de recherche agricole, au Ghana, a rendu hommage à l'aide que continuent à offrir le ministère de l'agriculture des Etats-Unis (USDA) et l'agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) au développement agricole en Afrique.

En mars dernier, l'USDA annonçait la création d'un programme international d'octroi de bourses dans le domaine de la science et de la technologie - le programme Norman Borlaug - afin d'aider les pays en développement à renforcer leurs pratiques en matière d'agriculture durable. Ce programme offre une formation scientifique à court terme, aux Etats-Unis, à des chercheurs, des responsables politiques et des universitaires.

Le soutien apporté par les Etats-Unis aux programmes agricoles en Afrique, qui reposent sur le partage d'informations à propos de l'utilisation efficace des techniques modernes et traditionnelles, a dit M. Jones, aide le continent à répondre à ses défis à long terme en matière de développement agricole.

Le développement agricole africain bénéficie également de l'aide offerte dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD) mis en oeuvre par l'Union africaine qui s'efforce de faire valoir aux chefs de file africains la nécessité d'adopter des réformes qui appuieront une amélioration à long terme de la production des cultures et des élevages et de protéger en même temps la riche biodiversité de l'Afrique.

En juin, les pays industriels du G8 (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon et Russie) ont adopté un Plan d'action en faveur de l'Afrique qui appuie l'objectif du NEPAD, à savoir juguler la faim sur le continent.

M. Jones a reçu le Prix mondial de l'alimentation pour ses travaux concernant la mise au point d'une nouvelle variété de riz mettant à profit à la fois les propriétés d'un riz importé d'Asie un demi-siècle plus tôt et celles d'un riz natif d'Afrique. Son "nouveau riz pour l'Afrique" produit une céréale à fort rendement, qui n'éclate pas, qui résiste aux éléments stressants, qui est riche en protéine et qui répond également aux goûts des Africains.

M. Jones a mis au point son nouveau riz par le biais de méthodes classiques de reproduction, mais il a fait remarquer que le recours

à la biotechnologie offre aussi de grandes promesses lorsqu'il s'agit d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique.

Il est possible, a-t-il précisé, d'utiliser la biotechnologie pour mettre au point des semences particulièrement adaptées aux conditions de culture qui prévalent en Afrique, notamment des bananes à fort rendement dont les fibres sont suffisamment solides pour être utilisées dans le tissage et un maïs qui résiste à la "striga", une plante nocive.

Le Prix mondial de l'alimentation, qui consacre le travail de chercheurs ayant oeuvré en faveur du développement humain en améliorant la qualité et le volume de la production vivrière dans le monde, a également été décerné le 14 octobre à M. Yuan Longping, directeur du Centre national chinois de recherche et de développement sur le riz hybride.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI401 10/21/2004

Soudan: les pourparlers de paix offrent des possibilités pour les femmes

(Des responsables d'ONG participent à une conférence du CSIS) (700)

Par Emily Harter

Rédactrice du "Washington File"

Washington - La crise au Soudan est une grande tragédie, mais les prochains pourparlers de paix, qui seront observés par la communauté internationale, pourraient donner aux femmes du pays l'occasion de finalement se faire entendre et de bénéficier à nouveau de droits qui se sont émoussés depuis une vingtaine d'années.

C'est ce qu'ont indiqué plusieurs participantes à une conférence organisée le 14 octobre au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

Selon Mme Suzanne Jambo, coordonnatrice des ONG pour le "New Sudanese Indigenous Network" (NSIN), si la guerre civile, qui dure depuis vingt ans et oppose les musulmans du nord du Soudan, appuyés par le gouvernement, aux Soudanais noirs du sud et qui a fait quelque 2,2 millions de victimes, a apporté quelque chose de bon, c'est qu'elle a obligé les femmes des milieux ruraux à devenir chefs de famille et à devenir actives sur la scène publique. "Les Soudanaises ne sont plus ignorantes, et si elles pouvaient mettre à profit leur nouveau savoir et aller plus loin, elles pourraient se servir des prochaines négociations de paix pour recouvrer la représentation qu'elles ont perdue lorsqu'un régime fondamentaliste a pris le pouvoir", a-t-elle dit.

Les femmes, qui représentent 60 % de la population et 80 % des producteurs de vivres du pays, sont aussi le groupe qui est le plus opprimé et celui qui souffre le plus des effets de la guerre, a expliqué Mme Jambo. Elles ont donc, selon elle, le droit légitime de participer au gouvernement du Soudan, de veiller à ce que l'équité règne dans leur pays et d'être représentées aux pourparlers de paix. Mais pour ce faire, il leur faut l'appui de groupes internationaux et d'organisations féminines.

Il ne fait aucun doute, a fait remarquer Mme Jambo, que les Soudanaises sont capables de prendre part au gouvernement et y sont prêtes. "Lorsque le gouvernement soudanais s'est lavé les mains de la fourniture de services sociaux à la population, ce sont les actions des femmes qui ont évité le déchirement des collectivités. Les femmes sont qualifiées et elles connaissent bien les questions", a-t-elle précisé.

En fait, les femmes du Soudan participaient dès le début des années 1960 au gouvernement et à la législature du pays. Ce n'est qu'après la prise du pouvoir par le Front islamique national (NIF), en 1989, lorsque le NIF a promulgué des lois réduisant les droits des femmes et des non-musulmans, qu'elles ont perdu ce privilège.

Selon Mme Muna Khugali, coordonnatrice de la Convention nationale des femmes du Soudan, les interprétations de la Sharia par le régime fondamentaliste ont surtout ciblé les femmes, les touchant dans tous les domaines de leur vie, et contrôlant tous leurs mouvements.

"La guerre a encore exacerbé la discrimination contre les femmes, ces dernières étant les victimes de viols systématiques et de manoeuvres de purification ethnique", a ajouté Mme Jambo.

L'une des participantes à la conférence a fait valoir la nécessité d'une représentation des femmes au sein du gouvernement soudanais afin que ces dernières puissent obtenir justice par le biais d'une commission d'enquête pour les viols qu'elles ont subis. "Il faut nous assurer que des femmes participent à la commission. Une femme ne peut aller dire à un homme qu'elle a été violée. Si c'est une femme qui l'entend, les faits deviendront publics et le monde entier sera au courant des souffrances que les femmes du Soudan ont subies", a-t-elle expliqué.

Pour Mme Carla Koppel, directrice adjointe de "Women Waging Peace", un organisme qui oeuvre pour une plus grande participation des femmes aux décisions politiques dans le monde, il serait bon que le processus de paix donne davantage de pouvoir aux femmes du Soudan afin de pérenniser la paix.

"Si l'on cherche des moyens novateurs de prévenir les conflits, le plus simple, et parfois le plus évident, c'est de commencer à faire jouer un rôle aux autres 50 % de la population. Je pense qu'il existe une excellente occasion pour les femmes de participer aux négociations de paix sur le Darfour qui sont actuellement mises sur pied", a-t-elle souligné.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 10/18/2004

La ministre de l'agriculture des E.-U. s'engage à réduire la faim chronique dans le monde

(Propos de Mme Ann Veneman à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation) (1250)

La ministre de l'agriculture des Etats-Unis, Mme Ann Veneman, a célébré la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre et déclaré à cette occasion que les Etats-Unis s'acquitteraient de leur engagement à contribuer à la réduction de moitié, d'ici à 2015, du nombre des personnes qui souffraient de faim chronique dans le monde.

Lors de la téléconférence organisée à cet effet, elle a également dit que les Etats-Unis avaient la ferme volonté de protéger la diversité biologique. Le président Bush, a-t-elle fait remarquer, soutient le plan d'action du G8 relatif à la science et aux techniques pour le développement durable.

"Notre pays, a-t-elle indiqué, est le plus grand fournisseur d'aide alimentaire et celui qui contribue le plus au Programme alimentaire mondial. Toutefois, l'aide alimentaire et les autres formes d'aide ne constituent que des solutions temporaires à l'insécurité alimentaire. L'accroissement des rendements agricoles est l'un des moyens de parvenir à une solution permanente. La science et les techniques peuvent augmenter la productivité du secteur agricole, accroître les revenus et améliorer l'alimentation et la santé dans le monde entier."

La Journée mondiale de l'alimentation commémore la fondation, le 16 octobre 1945, de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO).

Buffalo, le 16 octobre 2004 - La ministre de l'agriculture, Mme Ann Veneman, a célébré aujourd'hui la Journée mondiale de l'alimentation, dont le thème cette année est la diversité biologique au service de la sécurité alimentaire, en soulignant l'action des Etats-Unis dans ce domaine et en s'engageant à continuer d'accorder une grande attention aux questions de la quantité et de la qualité des vivres aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

"La Journée mondiale de l'alimentation, a-t-elle dit, constitue un moyen de faire connaître nos réalisations à travers le monde et d'examiner comment nous pouvons faire encore plus pour atteindre l'objectif qui consiste à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre des personnes souffrant de faim chronique. Notre pays est le plus grand fournisseur d'aide alimentaire et celui qui contribue le plus au Programme alimentaire mondial. Toutefois, l'aide alimentaire et les autres formes d'aide ne constituent que des solutions temporaires à l'insécurité alimentaire. L'accroissement des rendements agricoles est l'un des moyens de parvenir à une solution permanente. La science et les techniques peuvent augmenter la productivité du secteur agricole, accroître les revenus et améliorer l'alimentation et la santé dans le monde entier."

Le ministère de l'agriculture des Etats-Unis s'emploie tout au long de l'année à faire face à la famine et à l'absence d'un bon régime alimentaire tant dans le pays qu'à l'étranger, en maintenant la diversité biologique, en favorisant le développement économique, en encourageant les institutions démocratiques et en préconisant l'application de la science et des techniques afin d'accroître les rendements agricoles dans le monde entier.

A l'occasion de la téléconférence sur la Journée mondiale de l'alimentation, Mme Veneman a déclaré que les Etats-Unis avaient la ferme volonté de protéger la diversité biologique et de la favoriser. L'an dernier, le président Bush a réaffirmé le soutien des Etats-Unis au plan d'action du G8 relatif à la science et aux techniques pour le développement durable. En juin 2003, Mme Veneman a présidé la conférence ministérielle sur les sciences et techniques agricoles en Californie. Des conférences régionales ont fait suite à cette conférence au Costa-Rica en mai dernier et au Burkina Faso en juin.

Le ministère de l'agriculture coopère avec plusieurs organismes en vue de répandre l'emploi des techniques agricoles et d'améliorer les rendements en Afrique et dans d'autres parties pauvres du monde et, par voie de conséquence, d'obtenir des végétaux plus résistants et meilleurs pour la santé de la population. Dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les Etats-Unis oeuvrent en faveur de la conclusion d'accords susceptibles de faciliter les échanges internationaux de matières génétiques. Ces échanges contribueront à permettre aux travaux importants de recherche sur l'amélioration des plantes de donner des résultats.

Aux Etats-Unis, les programmes alimentaires du ministère de l'agriculture contribuent à satisfaire les besoins alimentaires de millions de personnes à faible revenu. Grâce à l'augmentation des crédits budgétaires dans ce domaine, un plus grand nombre d'enfants reçoivent un petit déjeuner et un déjeuner à titre gratuit ou moyennant un prix réduit, un plus grand nombre de mères et d'enfants reçoivent une assistance en matière alimentaire, et près de 6 millions de personnes de plus qu'il y a trois ans reçoivent des bons alimentaires.

Dans le monde entier, la faim chronique et la sous-alimentation sont le lot de quelque 850 millions d'hommes, de femmes et d'enfants et

sont la cause de souffrances, de l'instabilité politique et du marasme économique. Les Etats-Unis fournissent environ 60 % de l'aide humanitaire internationale destinée à réduire la faim chronique dans les pays très pauvres et à permettre de faire face aux famines et aux situations d'urgence telles que la tragédie qui a actuellement lieu au Darfour (Soudan). En juillet, le ministère de l'agriculture et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international ont célébré le cinquantenaire de la loi relative au programme "Des vivres pour la paix", qui a permis d'alimenter des milliards de personnes affamées dans le monde entier.

Il ne s'agit pas seulement de fournir des repas nutritifs à ceux qui en ont besoin. L'aide alimentaire va de pair avec le développement et avec le renforcement des capacités: transfert des techniques en vue d'améliorer la productivité du secteur agricole, financement du développement économique et de l'infrastructure, élargissement de l'accès à l'enseignement, accroissement des échanges commerciaux et promotion d'institutions démocratiques. Tout comme pour l'aide alimentaire, les Etats-Unis sont le pays dont l'aide au développement est la plus importante.

Un programme alimentaire du ministère de l'agriculture ("USDA's McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Program") contribue à nourrir dans les écoles de 21 pays plus de 2 millions d'enfants.

Pour être couronnés de succès, la politique et les programmes alimentaires doivent porter sur une vaste gamme de questions reliées entre elles, dont la diversité biologique, qui est cette année le thème de la Journée mondiale de l'alimentation. Après avoir fait état du soutien que les Etats-Unis apportaient aux banques de gènes et à l'agriculture à caractère durable, Mme Veneman a indiqué que son ministère était résolu à protéger la diversité génétique des végétaux et des animaux dans le monde entier. Le maintien d'une grande variété de formes de vie dont les propriétés nutritives, la tolérance aux conditions climatiques et la résistance aux parasites et aux maladies sont différentes est l'un des éléments essentiels à l'alimentation de ceux qui souffrent de la faim dans le monde et à un approvisionnement alimentaire suffisant à l'avenir.

Plusieurs organismes qui relèvent du ministère de l'agriculture ont célébré séparément la Journée mondiale de l'alimentation ou organisé diverses activités à cet effet. Par exemple, le Service de conservation des ressources naturelles et le Service de recherche économique ont donné une conférence sur les changements d'utilisation des sols et sur leur incidence en matière de sécurité alimentaire.

La Journée mondiale de l'alimentation marque la fondation, le 16 octobre 1945, de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO) et est célébrée dans le monde entier. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Internet suivant de la FAO: <http://www.worldfoodday.org/4/default.asp>.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI504 10/22/2004

La corruption entrave la lutte contre la pauvreté dans le monde (Le nouveau rapport de "Transparency International" sur la corruption) (640)

La corruption continue d'entraver la lutte contre la pauvreté dans le monde et prive des pays riches en pétrole de ressources nécessaires à leur développement, indique l'association "Transparency International" dans le communiqué de presse qu'elle a diffusé le 20 octobre au sujet de son nouveau rapport annuel.

"La corruption dans les projets publics à grande échelle constitue un obstacle majeur au développement durable, qui entraîne une perte importante des fonds publics dont ont besoin aussi bien les pays développés que les pays en développement pour l'éducation, les soins médicaux et la réduction de la pauvreté", a déclaré le président de "Transparency International", M. Peter Eigen, à l'occasion de la parution de ce rapport.

Selon cette association internationale, dont le siège est à Berlin, "le montant des sommes perdues en pots-de-vin versés lors de la passation des marchés publics s'élève au moins à 400 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale".

Dans son classement pour 2004 des pays en fonction de l'indice de perception de la corruption, 14 pays producteurs de pétrole (l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Equateur, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, la Libye, le Nigeria, la Russie, le Soudan, le Tchad, le Venezuela et le Yémen) se placent tous à un rang très bas. "Dans ces pays, la passation de marchés publics dans le secteur public est corrodée par la disparition des revenus qui aboutissent dans les poches de dirigeants de sociétés pétrolières occidentales, d'intermédiaires et de fonctionnaires locaux", a fait remarquer M. Eigen.

"Transparency International" incite vivement les Etats occidentaux à obliger leurs sociétés pétrolières à divulguer les droits, les redevances et autres sommes qu'elles versent aux pouvoirs publics et aux sociétés pétrolières nationales des pays hôtes.

A propos de l'Irak, M. Eigen a souligné que l'avenir de ce pays dépendait de la transparence de son secteur pétrolier. "Sans de strictes mesures visant à lutter contre les pots-de-vin, a-t-il dit, la reconstruction de l'Irak sera anéantie par un détournement inutile de ressources vers une élite corrompue."

Sur les 146 pays classés dans le rapport, 106 ont un score inférieur à 5 sur 10 (10 représentant l'absence de corruption). Soixante pays obtiennent moins de 3 sur 10. La corruption est perçue comme étant la pire au Bangladesh, à Haïti, au Nigeria, au Tchad, en Birmanie, en Azerbaïdjan et au Paraguay, pays dont le score est inférieur à 2. Les Etats-Unis se placent au 17e rang avec un score de 7,5, tout comme la Belgique et l'Irlande.

L'indice de perception de la corruption est un indice composite fondé sur des sondages effectués par des organismes indépendants. Le rapport de 2004 se fonde sur 18 sondages réalisés depuis 2002 par 12 organismes. Seuls les pays qui figurent dans 3 sondages ou plus sont classés en fonction de cet indice.

La Finlande, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, l'Islande, Singapour, la Suède et la Suisse ont tous un score supérieur à 9, ce qui indique que la corruption dans ces pays est très faible.

Par rapport à l'an dernier, la corruption est perçue comme étant plus importante dans les 13 pays suivants: l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Belize, Chypre, la Jamaïque, le Koweït, le Luxembourg, Maurice, Oman, la Pologne, la République dominicaine, le Sénégal et Trinité-et-Tobago.

En revanche, 14 pays ont amélioré leur score: l'Allemagne, l'Autriche, le Botswana, les Emirats arabes unis, la France, la Gambie, la Jordanie, l'Ouganda, la République tchèque, le Salvador, la Suisse, la Tanzanie, la Thaïlande et l'Uruguay.

L'association "Transparency International" est financée par des organismes de développement et par des fondations du monde entier.

On peut consulter la version française de son communiqué de presse sur son site Internet (http://www.transparency.org/pressreleases_archive/2004/2004.10.20.cpi.fr.html).

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI505 10/22/2004

La lutte contre la traite des êtres humains dans le monde

(Le ministère américain du travail va débloquer 18,65 millions de dollars à cette fin.) (320)

Le ministère du travail des Etats-Unis consacrerait 18,65 millions de dollars à la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde. Sur cette somme, 3,75 millions de dollars seront réservés à des projets de lutte contre ce fléau au Brésil, au Cambodge, en Moldavie et en Sierra Leone, et 14,9 millions à des programmes de lutte contre le travail des enfants en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Asie et dans le Pacifique.

D'après un communiqué de presse diffusé le 20 octobre, le ministère explique que ces dons serviront à financer des projets qui visent à aider les adultes victimes de la traite à trouver du travail, et à empêcher les femmes vulnérables de tomber dans le piège des trafiquants. D'autres projets viseront à soutenir les collectivités en améliorant les écoles et l'éducation, en offrant abris et conseils aux enfants victimes de la traite ou risquant de le devenir, et en donnant à leurs parents des possibilités de gagner des revenus.

Les fonds distribués par le truchement de ces dons serviront à coopérer avec les gouvernements nationaux et locaux afin de mieux faire respecter la loi, de repérer les réseaux qu'utilisent les trafiquants et d'organiser des campagnes de mise en garde à l'intention du public.

La traite des êtres humains vise essentiellement les femmes et les enfants, précise la ministre du travail, Mme Elaine Chao, dans ce communiqué.

Les organismes sélectionnés pour recevoir ces dons sont le Secours catholique, Winrock International et le Projet Hagar. En Sierra Leone, Winrock International soutiendra les organisations locales et confessionnelles qui luttent contre le trafic des êtres humains en améliorant les écoles et en fournissant des abris, un soutien psychologique, une éducation et une formation professionnelle.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 10/19/2004

Percée majeure vers la mise au point d'un vaccin contre le paludisme

(Les résultats d'essais au Mozambique) (340)

Les scientifiques rapportent que le candidat-vaccin contre le paludisme mis au point par la société belge GlaxoSmithKline (GSK) Biologicals qui est actuellement à l'étude au Mozambique protège efficacement les enfants pendant six mois de cette maladie transmise par les moustiques. Leurs conclusions ont été publiées le 16 octobre dans la revue médicale "The Lancet".

Le vaccin testé dans cette étude - la plus vaste jamais entreprise en Afrique, puisqu'elle impliquait plus de 2.000 enfants - a protégé près de 58 % des enfants des formes graves de la maladie.

C'est le Centre de santé internationale de l'hôpital universitaire de l'université de Barcelone qui a fait cette étude en coopération avec le ministère de la santé du Mozambique et avec le soutien de GSK et de la Malaria Vaccine Initiative (MVI), une organisation sans but lucratif.

Si un taux d'efficacité de 58 % est inférieur à ce qui est couramment utilisé en matière de vaccins pour les enfants, les résultats obtenus sont quand même significatifs parce que jusqu'à présent, aucun vaccin-candidat n'avait révélé une efficacité quelconque.

"Ces résultats constituent une avancée capitale dans le domaine des vaccins contre le paludisme", a souligné le Dr Melinda Moree, directrice de la MVI, le programme mondial mis sur pied pour surmonter les obstacles au développement d'un vaccin antipaludique. "Ils fournissent la preuve qu'un vaccin pourrait venir soutenir les efforts entrepris dans le monde entier pour préserver les enfants et les familles des effets dévastateurs de la malaria. Ils sont un pas supplémentaire vers un vaccin approuvé par les autorités." Le paludisme infecte de 300 à 500 millions de personnes par an, et un million d'entre elles, notamment des enfants, y succombent.

La Fondation Bill et Melinda Gates est le principal appui financier de la MVI, mais cette organisation reçoit également des fonds du gouvernement des Etats-Unis. La MVI et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international coopèrent à d'autres essais cliniques d'un vaccin-candidat au Kenya.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI203 10/19/2004

Coton: les Etats-Unis font appel de la décision de l'OMC

(Ils estiment qu'elle est fondée sur des conclusions erronées.) (520)

Par Berta Gomez

Rédactrice du "Washington File"

Washington - Les Etats-Unis ont fait appel, le 18 octobre, du rapport d'un groupe spécial de l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), selon lequel les subventions qu'ils accordent à leurs producteurs de coton sont contraires aux règles du commerce international.

Dans la lettre qu'elle a adressée ce jour-là à l'organe d'appel de l'OMC, la mission des Etats-Unis auprès de cette institution déclare que le groupe spécial a fondé sa décision sur des conclusions erronées relatives à des points de droit et à des interprétations juridiques connexes.

La lettre donne une liste des quatorze points du rapport du groupe spécial pour lesquels les Etats-Unis font appel. Parmi eux figurent la conclusion de cet organe selon laquelle les subventions des Etats-Unis ont causé une forte baisse des cours mondiaux du coton. Conformément aux règles de l'OMC, l'organe d'appel a trois mois pour étudier les objections des Etats-Unis au rapport du groupe spécial qui a fait suite à la plainte déposée par le Brésil, ainsi que pour prononcer son jugement.

Après la diffusion officielle du rapport du groupe spécial, le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, avait indiqué le 8 septembre que les Etats-Unis comptaient faire appel.

"Nous sommes fortement en désaccord avec certains aspects du rapport du groupe spécial et nous allons faire appel. Les faits ne montrent pas que les programmes agricoles américains ont un effet de distorsion sur le commerce et qu'ils ont causé la baisse des cours du coton", avait-il alors déclaré.

Il avait également réaffirmé la position des Etats-Unis selon laquelle certaines des questions soulevées par le groupe spécial de l'organe de règlement des différends devraient être réglées dans le cadre du cycle de négociations de l'OMC actuellement en cours et non pas par un organe de règlement des différends.

Une partie du rapport du groupe spécial que l'OMC a rendu public le 8 septembre porte sur ce qu'on appelle la "clause de paix" de l'accord de 1994 sur l'agriculture, qui interdit en général d'intenter, pendant la période d'application de cet accord, une action contre les pays accordant des subventions aux producteurs et aux exportateurs de produits agricoles. Le groupe spécial a cependant jugé que la clause de paix ne couvrait pas les aides nationales des Etats-Unis et leurs garanties des crédits à l'exportation en ce qui concerne le coton.

Le groupe spécial a également jugé que certaines aides des Etats-Unis avaient pour effet de faire baisser les cours mondiaux du coton et par voie de conséquence de porter préjudice aux producteurs brésiliens. Certaines de ces aides comprennent des prêts de commercialisation et des paiements qui sont versés aux producteurs lorsque le cours du coton est inférieur à un certain niveau. D'autres aides sont accordées aux utilisateurs et aux exportateurs américains lorsque le cours du coton américain est supérieur à un certain niveau, encourageant ainsi la vente de coton américain même s'il est plus cher que le coton d'origine étrangère. (Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI101 10/18/2004

Les E.-U. ont atteint leurs objectifs à la réunion de Bangkok sur les espèces en danger

(Fin de la réunion sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées) (490)

Toute une variété d'espèces de faune et de flore auront peut-être un avenir moins incertain par suite des décisions prises au cours d'une réunion mondiale d'une durée de deux semaines, et les représentants des Etats-Unis à cette réunion sont satisfaits des résultats obtenus, indique le communiqué de presse que le ministère des domaines publics et des affaires indiennes des Etats-Unis a diffusé le 14 octobre.

Le chef de la délégation des Etats-Unis, M. Craig Manson, a déclaré à ce propos: "Nous avons réussi à atteindre pratiquement tous nos objectifs" lors de la réunion des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES)."

Les Etats-Unis ont réussi à faire protéger par la CITES le napoléon, poisson qui vit dans les récifs coralliens des océans Indien et Pacifique et dont la pêche devient de plus en plus excessive.

Les délégués à cette réunion ont aussi adopté, le 14 octobre, des propositions visant à protéger des espèces d'ifs asiatiques. Les Etats-Unis préconisaient cette mesure en vue de maintenir un approvisionnement durable pour la production d'un médicament (Taxol) contre le cancer du sein qui est dérivé de cet arbre.

La délégation des Etats-Unis a aussi contribué aux débats qui portaient sur des propositions visant à mieux protéger le ramin (arbre tropical à bois dur), les éléphants, le dauphin de l'Irrawaddy et le grand requin blanc.

L'exploitation, la chasse et le commerce illicites constituent de grandes menaces qui pèsent sur de nombreuses espèces examinées lors de la réunion de Bangkok. Le pays hôte de la réunion, la Thaïlande, et les autres Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) prennent des mesures pour lutter contre le trafic d'espèces de faune et de flore, et la sous-secrétaire d'Etat adjoint à l'environnement, Mme Claudia McMurray s'est félicitée de leurs efforts. "Les propositions de la Thaïlande et de l'ANASE tendant à empêcher le trafic d'espèces sauvages, a-t-elle

dit, constituent des mesures importantes pour la survie d'espèces en voie d'extinction, et les Etats-Unis envisageront les moyens d'être un partenaire actif à cet effet."

Comme maintes personnes le savent, la chasse illicite d'éléphants aux fins d'obtention de leurs défenses en ivoire met en danger cette espèce en Afrique, et c'est une question qui est à l'ordre du jour tous les deux ans lorsque les parties à la CITES se réunissent. Cette année, les délégués ont modifié l'interdiction du commerce de l'ivoire, qui remonte à 15 ans, pour permettre l'exportation par la Namibie de bijoux traditionnels dont certains éléments sont en ivoire, mais ils ont rejeté des propositions relatives à l'élargissement du commerce des défenses d'éléphant.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI104 10/18/2004

L'accès au marché mondial aidera les petits producteurs de café

(Article du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales, M. Anthony Wayne) (770)

(Le présent article du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales des Etats-Unis, M. Anthony Wayne, a paru le 15 octobre. Il fait partie du domaine public et peut être reproduit librement.)

(Début de l'article)

L'accès au marché mondial aidera les petits producteurs de café

Anthony Wayne

Peut-être lisez-vous ceci dans votre journal du matin, tout en buvant une tasse de café.

Aux Etats-Unis, c'est une habitude très répandue. Notre pays est le plus grand importateur de café et nous buvons beaucoup de café importé de diverses régions du monde. Même si nos importations de café ne cessent d'augmenter, nous savons que de nombreux pays producteurs pâtissent de la forte baisse des cours mondiaux. Alors que le prix de vente du café a fortement augmenté aux Etats-Unis depuis le début des années 1990, le producteur moyen a vu son revenu diminuer de plus de moitié pendant la même période.

Le mois dernier, les Etats-Unis ont pris une décision importante qui souligne leur volonté d'encourager le développement dans les pays producteurs de café. Nous avons annoncé notre intention de redevenir membre de l'Organisation internationale du café (OIC), dont la vocation est de faciliter le dialogue entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Nous sommes résolus à encourager au sein de l'OIC un débat et la prise de mesures favorables à une production durable du café, qui profitera aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs. Les Etats-Unis joueront un rôle constructeur et novateur au sein de cette organisation, qui représente ceux qui produisent 97 % de la production mondiale annuelle de café (70 milliards de dollars) et 56 % de tous les consommateurs.

Un grand nombre de pays producteurs sont nos amis et se trouvent dans le même continent que nous. Pour la plupart d'entre eux, la culture du café joue un rôle très important dans leur économie. Rien qu'en Colombie, elle est la principale source de revenu de 560.000 familles. Dans des Etats tels que le Burundi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Timor oriental, le café cultivé par de petits exploitants est l'élément dominant de l'économie du pays. C'est le gagne-pain de quelque 25 millions de familles d'exploitants dans le monde.

La baisse des cours du café a cependant obligé de nombreux agriculteurs d'Amérique du Sud et d'Afrique, dont la production de café était auparavant rentable, à s'adonner à de nouvelles cultures, dont celles du coca et du qat, afin de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. Certains de ceux qui travaillaient autrefois la terre en Amérique centrale ont renoncé à l'agriculture et migrent maintenant vers les villes de leur pays ou aux Etats-Unis, à la recherche d'un emploi.

Pourquoi les petits exploitants tirent-ils un revenu aussi faible du café qu'ils produisent? La baisse des cours mondiaux et l'augmentation de la production de café dans le monde n'offrent qu'une explication partielle. Certains spécialistes font état de l'amélioration des techniques de torréfaction, qui permet aux torréfacteurs des Etats-Unis d'acheter plus de robusta et moins d'arabica tout en offrant au consommateur américain un café adapté à son goût. On peut cependant dire que l'une des causes de la situation difficile des petits producteurs est leur manque d'accès au marché mondial. Ils ne disposent pas des moyens, tels que l'internet ou la connaissance des méthodes de gestion et de l'analyse du marché, qui pourraient élargir leur accès aux principaux marchés. La corruption, un climat défavorable à l'esprit d'entreprise et les restrictions qui entravent le commerce contribuent aussi à créer un écart entre ce que le producteur local reçoit pour son produit et la valeur réelle de ce produit.

En annonçant leur intention de redevenir membre de l'Organisation internationale du café, les Etats-Unis montrent qu'ils sont conscients des difficultés des producteurs et du fait qu'un grand nombre de leurs amis les plus proches dépendent de la vigueur du marché du café. Il convient de rendre hommage à l'OIC qui a entrepris des réformes axées sur l'économie de marché et qui a renoncé à fixer des contingents. Ceux-ci avaient en effet peu contribué à créer un marché durable aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs de café. Nous coopérons étroitement avec le secteur du café des Etats-Unis pour faire en sorte que le développement durable soit une question prioritaire des négociations sur le commerce du café.

(M. Anthony Wayne est le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales des Etats-Unis.)

(Fin de l'article)

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI301 10/20/2004

L'émission "Ejo Bite? " de la VOA donne une voix à des enfants réfugiés africains

(L'émission radiophonique de la Voix de l'Amérique dans la région des Grands Lacs) (1370)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Grâce à une émission radiophonique de la Voix de l'Amérique (VOA), des centaines de milliers d'enfants réfugiés et d'habitants de la région des Grands Lacs en Afrique (Burundi, Rwanda et Tanzanie) apprennent qu'il leur est possible d'envisager un avenir meilleur.

Dénommée "Ejo Bite? " (Quel est notre avenir?), cette émission comprend des nouvelles, des reportages et des épisodes dramatiques préparés dans les dialectes kirundi et kinyarwanda par de jeunes réfugiés qui vivent dans des camps de la région des Grands Lacs. Des journalistes de la VOA ont appris à ces jeunes les techniques du journalisme afin de leur permettre d'effectuer des

interviews et de préparer des émissions hebdomadaires intéressantes tout particulièrement les jeunes de la région. La VOA s'occupe de réunir tous les éléments de l'émission à Washington et de les diffuser dans cette partie de l'Afrique.

La directrice du service Afrique centrale de la Voix de l'Amérique, Mme Michala de Comarmond, et la productrice de l'émission "Ejo Bite?", Mme Marie-Claire Sissoko, ont évoqué les trois années d'existence de cette émission lors de l'interview qu'elles ont accordée récemment au "Washington File".

Mme de Comarmond a souligné que, en tant que voix des jeunes réfugiés au Burundi, au Rwanda et en Tanzanie, l'émission "Ejo Bite" portait sur des sujets revêtant un intérêt particulier pour les jeunes dans toute la région des Grands Lacs. Cette émission, a-t-elle dit, enseigne, informe, conseille et surtout donne de l'espoir aux jeunes.

"Des jeunes journalistes de la région font des interviews et les envoient à Washington, a-t-elle expliqué. D'une durée de trente minutes, l'émission est diffusée toutes les semaines à trois reprises, à des heures différentes, sur les ondes courtes, les ondes moyennes et en modulation de fréquence. Les jeunes peuvent l'écouter grâce à plus de deux mille radios à manivelle qu'ils ont reçues à titre gratuit.

"Une partie très importante de cette émission est l'épisode dramatique. Du fait de la grande tradition orale de l'Afrique, je pense que la narration d'une histoire est très importante. Nous avons eu de la chance de trouver des écrivains et une équipe au niveau local. Les épisodes dramatiques sont enregistrés dans chaque pays par des jeunes. Chaque semaine, nous avons un épisode dramatique de sept à dix minutes."

Les sujets de ces épisodes sont choisis après de nombreuses consultations entre les intéressés en Afrique et la VOA à Washington. Les textes sont rédigés par des écrivains de la région et portent sur divers sujets revêtant un intérêt pour les jeunes Africains, notamment le sida, l'enseignement, la réconciliation, le pardon, la tolérance et la démocratie.

"Si ces sujets sont présentés sous forme d'épisodes dramatiques ou de feuilletons, a dit Mme de Comarmond, l'effet est incroyable car les jeunes n'ont pas l'impression que nous les prêchons." Etant donné que ces jeunes, dont l'âge varie entre douze et vingt ans, participent à l'émission, ils acquièrent aussi une formation.

Outre les jeunes à qui s'adresse l'émission, des adultes l'écoutent, comme en témoignent les lettres qu'envoient les parents des enfants ou d'autres adultes, un grand nombre de ces enfants étant orphelins. Selon la productrice de l'émission "Ejo Bite?", Mme Marie-Claire Sissoko, qui est originaire du Burundi, l'élément le plus intéressant de son émission est le fait que ses principaux réalisateurs sont des jeunes. "Les jeunes, a-t-elle dit, sont l'avenir du monde et de nos pays, en particulier dans cette région. Il y a tant d'enfants qui ont vu des choses incroyables et horribles. Notre émission leur offre de l'espoir. Nous leur donnons une voix. Ils voient que des gens sont disposés à les écouter, à les encourager et à les aider à trouver des solutions à leurs problèmes. C'est donc une émission extrêmement importante."

Quant à l'importance que cette émission revêt pour elle, Mme Sissoko a déclaré: "Elle est très grande, bien entendu, parce que je suis originaire de cette région. Je sais ce que les enfants de mon pays ont souffert. Le fait de savoir que je peux faire quelque chose pour les aider, même si c'est peu de chose, compte beaucoup pour moi."

Par ailleurs, Mme de Comarmond a indiqué que l'émission avait remporté un prix de journalisme dans la catégorie du reportage humanitaire.

L'idée de cette émission lui est venue, a-t-elle dit, alors qu'elle pensait à ses enfants et à ses petits-enfants. "Comment se comportent-ils? En qui ont-ils confiance?", se demandait-elle. "Bien sûr, ils ont confiance en leurs parents et peut-être, dans une certaine mesure, en leurs grands-parents (...), mais je me suis rendu compte que ceux qui jouaient le plus grand rôle dans la vie des enfants étaient leurs pairs. Ils se confient à eux, disent souvent des choses à leurs amis qu'ils ne diront jamais à leurs parents."

C'est alors, a-t-elle dit, qu'elle a pris conscience de l'importance de donner une voix aux jeunes dans une émission. Un autre fait a également joué un rôle: "Nous vivons à Washington dans un monde totalement différent. Comme pourrions-nous parler aux enfants africains dans le confort de nos bureaux? (...) Il semblerait que nous prêchions. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était très important de suivre cette voie. Nous savions que nous prenions des risques car nous n'avions aucune idée s'il serait possible de réaliser cette émission."

En outre, a-t-elle ajouté, "nous connaissons tous le passé tragique de la plus grande partie de cette région et du pouvoir de la radio, notamment des stations de radio prêchant la haine, dans cette partie du monde. Ce fut donc une décision qui a fait l'objet de multiples examens" avant son application.

A propos de l'incidence de "Ejo Bite?", Mme Sissoko a déclaré l'avoir constatée sur le terrain. "Les enfants commencent à parler. Etant donné que les causes de la guerre étaient d'ordre ethnique, nous faisons appel depuis le début de l'émission à des jeunes d'ethnies différentes, ce qui donne un exemple aux enfants réfugiés. Ils savent maintenant qu'ils doivent être ensemble. Ils jouent ensemble. Ils font tout ensemble. Ce que j'aimerais voir à l'avenir, c'est mettre ensemble tous les enfants pour effacer ces différences ethniques et la discrimination qu'elles causent. C'est là mon souhait principal."

Pour sa part, Mme de Comarmond a estimé à des centaines de milliers le nombre des auditeurs de l'émission, même si elle a admis qu'il était très difficile de faire une évaluation précise. L'émission a des effets concrets, a-t-elle dit en citant un exemple étonnant. Au Rwanda, a-t-elle dit, les prisonnières doivent prendre leurs enfants avec elles pendant qu'elles purgent une peine de prison. "Nous avons reçu des lettres à ce sujet (...) qui faisaient état de la mauvaise alimentation et de l'absence de scolarisation des enfants dans les prisons. Ces enfants subissaient aussi de mauvais traitements."

Une jeune journaliste de "Ejo Bite?" a réussi à obtenir l'autorisation de se rendre dans une prison et de faire un reportage sur les conditions dans lesquelles vivaient ces enfants. Un journaliste adulte, a fait remarquer Mme de Comarmond, n'aurait jamais obtenu des autorités rwandaises une telle autorisation. La jeune journaliste a pris son microphone dans la prison et a posé des questions aux enfants comme celles qu'un enfant pose à un autre. Elle a commencé par leur demander ce qu'ils avaient mangé ce jour-là et continué en leur posant des questions sur leur vie dans la prison. "Nous avons diffusé son reportage, a-t-elle dit. Il a fallu peut-être deux semaines, mais les effets se sont manifestés rapidement. La prison a reçu du lait pour les enfants et fait des efforts pour leur donner des cours. L'hygiène s'est aussi améliorée." L'émission "Ejo Bite?" bénéficie d'une subvention de la direction de la population, des migrations et des réfugiés du département d'Etat et a pour partenaire la fondation "Freeplay Foundation for Lifeline Radios" qui a distribué les radios à manivelle à des jeunes dans les camps de réfugiés.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 10/19/2004

Le Corps de la paix aide les populations étrangères à mieux comprendre les E.-U.

(Les bénévoles mettent en lumière la diversité des Etats-Unis.) (800)

Par Kathryn McConnell

Rédactrice du "Washington File"

Washington - Dans un monde où les soucis de sécurité et les malentendus culturels abondent, les bénévoles du Corps de la paix transforment la façon dont les Etats-Unis sont perçus à l'étranger, a affirmé M. Gaddi Vasquez, le directeur de cette agence, le 14 octobre, au Club national de la presse à Washington. "Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour promouvoir la compréhension entre les peuples."

Le Corps de la paix a actuellement les effectifs (7.500 bénévoles) les plus élevés depuis 28 ans et espère encore les renforcer, a déclaré M. Vasquez, ajoutant que cette institution se transformait continuellement en fonction des besoins des pays en développement. Ces dernières années, par exemple, le Corps de la paix a étendu ses programmes dans les domaines de l'agriculture, du développement des collectivités, de la technologie de l'information, de la lutte contre le VIH/sida et de l'éducation des filles. En outre, des bénévoles oeuvrent dans le monde entier dans les domaines de la protection de l'environnement et de la création d'emplois, a-t-il précisé.

Toutefois, si le Corps de la paix change, son objectif demeure: promouvoir la paix dans le monde et la compréhension entre les peuples, a affirmé M. Vasquez.

Selon lui, il n'y a aucune limite quant aux lieux où peuvent être envoyés les bénévoles dans le monde en développement. A l'heure actuelle, a-t-il précisé, 20 % des bénévoles du Corps de la paix servent dans 18 pays musulmans allant du Maroc à l'Ouzbékistan en passant par la Mauritanie. Sur les 27 pays qui ont demandé au Corps de la paix de démarrer ou de redémarrer des programmes, 13 sont musulmans. "Ces pays veulent mieux comprendre l'Amérique." Le Corps de la paix est également en train d'évaluer le bien-fondé d'une réouverture de son programme en Inde où, à un moment donné, il y a eu jusqu'à 1.000 bénévoles.

Selon M. Vasquez, l'impression laissée par les bénévoles du Corps de la paix sur les populations du pays d'accueil peut durer très longtemps. Il a cité à titre d'exemple le cas d'une Afghane qui occupe aujourd'hui un poste élevé au sein du gouvernement de son pays et qui lui a dit qu'elle avait appris l'anglais auprès d'un bénévole. Tel est aussi le cas de l'actuel président du Pérou, M. Alejandro Toledo.

Parce qu'ils vivent et travaillent au sein des collectivités locales, les bénévoles du Corps de la paix arrivent à transformer l'idée selon laquelle tous les Américains se ressemblent.

M. Vasquez a évoqué le cas d'un bénévole musulman qui lui a dit que la communauté au sein de laquelle il avait été envoyé, au Cameroun, avait été fort étonnée de voir un musulman des Etats-Unis. Il s'est alors attaché à discuter avec ses voisins qui ont peu à peu mieux compris la diversité des Etats-Unis.

M. Vasquez, un Latino-Américain, a ensuite évoqué une autre histoire illustrant la façon dont le Corps de la paix contribue à transformer le regard que portent les autres sur les Etats-Unis. Lorsqu'il a visité une école de Casablanca, un Marocain lui a dit: "Vous n'avez pas l'air d'un Américain."

"Cette expérience m'a donné l'occasion de donner un visage à l'Amérique" pour ce garçon, a-t-il ajouté.

Afin de mieux illustrer la diversité qui règne au sein du Corps de la paix, M. Vasquez a attiré l'attention sur les bénévoles qui servent actuellement dans le plus récent pays hôte de cette institution, à savoir le Mexique. Le groupe déployé au Mexique comprend des bénévoles nés en Iran, en Arménie, en République tchèque, en Inde et aux Etats-Unis.

Où qu'ils servent, les bénévoles du Corps de la paix agissent dans le respect des traditions et de la culture de leur pays d'accueil, a ajouté M. Vasquez.

Depuis sa création en 1961, le Corps de la paix a été à pied d'oeuvre dans 137 pays. Il a actuellement des programmes dans 71 pays. Il intervient uniquement à la demande du pays hôte et lorsque la sécurité des bénévoles peut être assurée. A ce jour, 170.000 Américains ont servi en qualité de bénévoles.

Quant à l'impact du Corps de la paix sur les Etats-Unis, M. Vasquez a déclaré que lorsque les bénévoles rentraient chez eux, ils étaient en mesure d'aider leurs collectivités à mieux comprendre les cultures et les valeurs des pays dans lesquels ils avaient servi.

Le gouvernement a fait une demande d'attribution budgétaire de 401 millions de dollars au titre du financement du Corps de la paix pour l'année budgétaire qui a commencé le 1er octobre, a précisé M. Vasquez.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI404 10/21/2004

Nouvelle publication du département d'Etat sur les élections aux Etats-Unis

(Elle offre dans l'internet des informations détaillées et des commentaires de politologues.) (140)

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat vient de publier dans l'internet son nouveau "Guide des élections 2004" qui complète sa couverture de la campagne électorale par des articles de fond accompagnés de commentaires de spécialistes.

Les articles sont classés selon de grands thèmes susceptibles d'intéresser le lecteur étranger, notamment les enjeux de l'élection présidentielle, le financement des campagnes, le Collège électoral, le rôle des médias et les sondages d'opinion. La revue présente en outre une comparaison des programmes électoraux des partis démocrate et républicain, ainsi que des exposés sur certaines questions techniques telles que les nouvelles machines de vote et les référendums.

La version française de la revue est affichée dans l'internet à l'adresse suivante:

<http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/1004/ijdf/ijdf1004.htm>

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI503 10/22/2004

Election présidentielle: l'économie et la campagne électorale de MM. Bush et Kerry

(Les programmes économiques des deux candidats à la présidence) (990)

Par Warner Rose

Rédacteur du "Washington File"

Les préoccupations des électeurs au sujet de leur emploi, de leur entreprise, des prestations sociales, des impôts et de la situation

économique en général sont toujours extrêmement importantes lors d'une élection présidentielle aux Etats-Unis, et les sondages laissent penser qu'il en est de même cette année. Les deux candidats à la présidence, M. George Bush et M. John Kerry, ont tous deux mis l'accent sur les questions économiques lors de leurs trois débats et au cours de leurs campagnes électorales respectives en présentant des programmes différents en matière d'impôt, d'assurance maladie ainsi que dans d'autres domaines.

Le débat sur la politique économique en 2004 remonte à 2000, année où l'économie des Etats-Unis a connu la fin d'une longue période de forte croissance accompagnée d'une faible inflation. L'augmentation des recettes fiscales, due en partie aux recettes provenant de l'imposition des plus-values des placements boursiers, a permis au gouvernement des Etats-Unis d'enregistrer des excédents budgétaires de 1998 à 2001, soit pour la première fois en 29 ans. Lors de l'entrée en fonction du président Bush en janvier 2001, l'expansion économique s'était plus ou moins achevée, et le pays a été en proie à une récession pendant la plus grande partie de 2001. Le chômage a pris de l'ampleur, et le marché boursier a enregistré une baisse de 15 %. A la suite des attentats du 11 septembre 2001, la situation économique du pays a empiré encore plus.

L'objectif principal de la politique économique du président Bush a alors été de relancer l'activité économique au moyen de quatre réductions consécutives des impôts. M. Bush estime que les réductions d'impôts permettent aux particuliers et aux entreprises de dépenser et d'investir ce qu'ils n'ont pas dû donner à l'Etat et par conséquent de stimuler la croissance tout en créant des emplois, ce qui a pour effet d'augmenter par la suite les recettes fiscales. Selon la direction du budget de la Maison-Blanche, les réductions d'impôts ont atteint près de 600 milliards de dollars depuis l'entrée en fonction du président Bush. Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision leur incidence, elles ont contribué, avec l'accroissement des dépenses fédérales et les réductions par la Réserve fédérale des taux d'intérêt, à la poursuite de la croissance économique depuis 2001. La direction du budget du Congrès prévoit un taux de croissance de 4,5 % en 2004, soit le taux le plus élevé depuis 2001.

Les préoccupations au sujet de l'économie n'ont pas pour autant disparu du fait de la faible création d'emplois et de la faible augmentation des rémunérations, alors que le déficit budgétaire ne cesse de prendre de l'ampleur. Selon M. Kerry, M. Bush est le premier président depuis 72 ans à être à la tête d'une économie qui a perdu des emplois. Quant à M. Bush, il fait remarquer que les dernières statistiques du ministère du travail montre un accroissement du nombre d'emplois.

Le président défend sa politique de réduction des impôts en tant que mesure visant à relancer l'activité économique en soutenant que l'Etat dépense l'argent des contribuables et que, grâce aux réductions d'impôts, ceux-ci peuvent conserver une plus grande partie de leur argent et le dépenser comme ils l'entendent. "C'est votre argent", a-t-il dit lors du débat du 13 octobre entre M. Kerry et lui.

Pour sa part, M. Kerry souligne que ces réductions profitent surtout aux plus riches, soit 2 % de tous les ménages du pays, et que s'il est élu, il les modifiera pour que ce soient les classes moyennes, les ménages dont le revenu est inférieur à 200.000 dollars par an, qui en bénéficient. Il augmentera aussi certains abattements fiscaux pour les classes moyennes, notamment en ce qui concerne la garde des enfants et les frais d'études dans les universités. Il s'est aussi engagé à faire en sorte que les entreprises cessent de délocaliser des emplois à l'étranger, notamment en mettant fin aux avantages

fiscaux qui encouragent, selon lui, ces délocalisations. En outre, a-t-il dit, il protégera les emplois des travailleurs américains au moyen de l'application d'accords commerciaux.

Tant M. Bush que M. Kerry se sont engagés à prendre des mesures afin d'élargir les prestations en matière d'assurance maladie, de faire en sorte que les personnes non assurées puissent l'être, de réduire les coûts médicaux et d'améliorer l'accès aux médicaments, bien que leurs plans en la matière soient différents.

La baisse des recettes fiscales, le coût de la lutte contre le terrorisme et de la guerre en Irak ainsi que l'augmentation d'autres dépenses ont eu pour effet de transformer l'excédent budgétaire qui avait atteint 236 milliards de dollars en 2000 en un déficit de 415 milliards de dollars en 2004. Même si ce montant est le plus élevé que les Etats-Unis aient jamais enregistré, il ne représente que 3,6 % du produit intérieur brut, ce qui est bien inférieur aux 6 % du déficit de 1983. MM. Bush et Kerry se sont tous deux engagés à réduire de moitié le déficit budgétaire au cours des 4 prochaines années. M. Bush compte le faire en adoptant des mesures favorables à la croissance et en encourageant le Congrès à faire preuve de retenue en matière de dépenses publiques. M. Kerry a prévu à cet effet de mettre fin aux réductions d'impôts dont bénéficient les ménages les plus riches, de supprimer les abattements fiscaux destinés aux grandes sociétés et de limiter les dépenses publiques.

Toutefois, le départ à la retraite du grand nombre de personnes nées entre 1946 et 1964 ne manquera pas d'avoir des effets importants sur le budget fédéral dès la fin du prochain mandat présidentiel (2004 à 2008). Les prestations d'assurance vieillesse de la Sécurité sociale et d'assurance maladie des personnes âgées ("Medicare"), qui font partie du budget fédéral, vont augmenter fortement alors que le nombre de contribuables va diminuer.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)